

# Une autre France est possible

## Intervention de Martine Aubry en clôture de l'université d'été de la Rochelle en 2010

Cher amis, chers camarades,

Tout comme vous, je pense, j'ai aimé cette Université d'été à la Rochelle. Oui, j'ai aimé notre université parce qu'elle est à l'image de ce que nous sommes aujourd'hui. Des socialistes qui échangent des idées, qui débattent, qui proposent pour la France et les Français. Des socialistes unis pour mieux servir notre pays. Soyons fiers de cet état d'esprit. Cultivons-le. Votre présence, votre travail, votre chaleur, votre enthousiasme constituent un espoir pour les Français. Merci à chacun d'entre vous, et au-delà de vous, à l'ensemble des militants.

Nous avons voulu une Université d'été ouverte : ouverte sur la belle ville de la Rochelle et sur tous les Français qui y sont présents. Ouverte aussi à toutes les forces de la gauche, aux syndicalistes, aux militants associatifs, aux acteurs de l'éducation populaire, aux chercheurs, aux intellectuels, aux créateurs.

Tous ensemble, pendant ces trois jours, nous avons beaucoup travaillé car nous avons conscience de la gravité du moment et de la responsabilité de la gauche. Cet été, nombreux sont nos concitoyens qui n'ont pu prendre seulement quelques jours de repos, faute de pouvoir d'achat, parce qu'il fallait arbitrer entre les congés et le loyer, ou pour les enfants, entre les vacances et des soins médicaux. Été marqué aussi par des hausses de taxes et de prix : énergie, transports, assurances, alors même que d'autres sont annoncées – je pense en particulier aux médicaments.

Dans ce contexte difficile, M. Sarkozy et son gouvernement n'ont rien trouvé de mieux, ou plutôt rien trouvé de pire, que d'opposer les Français entre eux, les Français d'ici aux Français d'ailleurs, les Français aux étrangers. Que le couplet soit classique ne le rend pas moins odieux. C'est dans ce climat que s'ouvre un automne qui risque d'être un automne très sombre pour les Français.

Alors que la crise économique et sociale perdure, le gouvernement s'apprête à ajouter de la crise à la crise en proposant un budget d'une austérité inouïe. Moins d'enseignants alors qu'il faudrait lutter contre l'échec scolaire, moins de policiers alors que l'insécurité augmente, les Français se demandent à propos de nos gouvernants : « dans quel monde vivent ces gens là » ? D'autant que l'UMP pratique une rigueur à géométrie variable. Infliger aux Français cette politique et exiger d'eux des « sacrifices » au moment où l'affaire « Woerth-Bettencourt » démontre une fois de plus l'incroyable mansuétude dont jouit une minorité de privilégiés, il y a un mot pour dire cela : révoltant!

Révoltant et dangereux : ces politiques d'austérité vont nous emmener dans le mur, tous les économistes le disent. Il est irresponsable de réduire les crédits de l'emploi au moment où il faudrait combattre le chômage. Il est insensé de tailler dans les dépenses sociales quand il faudrait au contraire soutenir la consommation, donc l'activité des entreprises. C'est faire courir un grand risque à notre économie.

Un automne difficile aussi parce M. Sarkozy poursuit ses réformes injustes, avec comme point d'orgue, celle des retraites qu'il veut mener au pas de charge. Cette réforme dont nous disons qu'elle est deux fois inacceptable : parce qu'elle accroît les injustices, parce qu'elle ne règle pas les problèmes. Notre projet sur les retraites est crédible, juste et novateur. Crédible car il remet le régime à l'équilibre en comblant les déficits jusqu'au dernier euro et prend en compte l'allongement de la durée de la vie. Juste parce qu'il intègre la pénibilité du travail, la protection de ceux qui ont commencé à travailler tôt ou des femmes qui ont eu des carrières hachées, et met en place une répartition équitable des efforts. Novateur par la liberté qu'il donne et par les nouvelles ressources qu'il mobilise provenant notamment des profits de l'économie financière.

Automne difficile enfin car les dérives de cet été vont continuer. Comme toujours, quand la droite s'enlise dans ses échecs et des affaires politico-financières, elle sort sa botte secrète : le discours contre l'insécurité ; la « guerre nationale » décrétée aux voyous ; la faute aux immigrés, aux minorités, aux parents, aux enfants, aux maires, bref la faute à tous, sauf à ceux qui ont tous les leviers du pouvoir d'Etat depuis bientôt dix ans...

Quand tout va mal, il faut faire peur. Non pas aux délinquants, mais aux gens honnêtes. Pas pour faire reculer l'insécurité, mais pour l'exploiter. C'est toujours le même scénario : un drame se déroule –, le Président de la République prononce un discours à grand spectacle, doigt levé et menton relevé, puis annonce soit des mesures inacceptables, soit un texte de plus qui restera inappliqué. Personne n'est dupe de cette stratégie de la surenchère, maintes fois éprouvée. Elle aggrave les problèmes au lieu de les résoudre. Elle repousse les vrais débats au lieu de les poser. Elle n'a, au fond, qu'un objectif : tenter de masquer les échecs de M. Sarkozy, et de faire oublier les turpitudes de ses amis.

Face à cette rentrée difficile pour les Français, je le dis, devant vous : nous serons là, nous ne laisserons pas faire. Nous ne sommes pas des commentateurs voués à la dénonciation, à la déploration ou à l'incantation. Nous sommes l'opposition qui entend être demain la majorité. Nous avons choisi de servir l'intérêt général, supérieur à chacun de nous, et de servir la France, notre pays que nous aimons tant. Nous sommes malheureux de le voir à ce point abîmé par une certaine droite et nous sommes désireux de le relever avec toute la gauche et, au-delà, avec celles et ceux que rassemblent une certaine vision de la nation, un amour commun de la République, un attachement à l'éthique en politique. Oui, nous sommes et nous serons aux côtés et au service des Français.

\*\*\*

[Des Français inquiets et en colère]

Nous sommes force de proposition et de mobilisation, et nous agissons dès cette rentrée, qui est à l'image de ce que la France endure depuis trois ans. Pour savoir ce que ressentent nos compatriotes, nous n'avons pas besoin de sondages d'opinion! Nous le savons : de l'inquiétude bien sûr, de la colère, de plus en plus souvent.

- Inquiétude avant tout parce que notre pacte social est attaqué

Une certaine conception de la solidarité nationale est mise à mal comme jamais. Menaces sur les retraites par répartition, dégradation de notre système de santé, démantèlement des services publics, outremer oubliés. Jamais depuis 1945 une telle casse n'a été opérée par un Gouvernement contre les citoyens, et d'abord les plus modestes et les classes moyennes!

Après les retraites, un autre chantier de démolition est fixé par l'actuelle majorité : celui de la dépendance. Là aussi, les perspectives sont inquiétantes : la droite s'apprête à enterrer l'idée selon laquelle la perte d'autonomie doit être compensée par la solidarité nationale. Ce seraient désormais aux assurances privées de s'en charger : privatisation des profits, mutualisation des coûts, voilà ce qui est programmé. Marguerite Yourcenar disait « qu'on pouvait juger de la qualité d'une civilisation à la manière dont elle prend soin de ses anciens ». En effet, nos aînés méritent plus que la compassion. On leur doit de la reconnaissance et du respect. Ils doivent être au cœur même du pacte social. C'est là aussi une certaine idée de la France qui est foulée aux pieds. Les inégalités s'accroissent, les injustices aussi. Des Français entendent des ministres leur dire qu'ils ne méritent pas d'être Français. D'autres comprennent qu'ils ne le deviendront jamais pleinement : comme si, dans notre pays, entre stigmatisation et discrimination, il n'était pas possible, pas souhaitable, de faire une même nation!

- L'inquiétude, les Français l'éprouvent aussi devant l'ampleur de la crise qui, malgré les fables gouvernementales, n'est pas derrière nous.

Les Français, comme les autres peuples du monde, ont assisté médusés au naufrage d'un système et à son sauvetage in extremis. Il fallait sauver les banques et les établissements financiers qui n'avaient plus un sou. Pour éviter la banqueroute, les Etats ont donc injecté des centaines de milliards d'euros, de dollars, de yens, de yuans, dans la machine.

Comme les autres peuples, les Français ont constaté que les apprentis sorciers de la finance – banquiers, traders – passaient à travers les gouttes de la tempête qu'ils avaient provoquée. En quelques mois, les rémunérations et les bonus sont redevenus immenses, obscènes. La spéculation a repris de plus belle. Et les promesses de régulation du système financier international ont été vite oubliées. Pour une infime minorité, la crise fut un soubresaut vite dépassé. Pour la majorité de nos concitoyens; elle reste une réalité.

- Inquiétude enfin, pour soi-même et pour ses enfants, pour aujourd'hui et pour demain, parce que l'urgence écologique n'est pas suffisamment prise en compte.

On sait, ici, en Poitou-Charentes avec les conséquences dramatiques de la tempête Xynthia, le prix à payer lorsque l'homme méprise la nature. Marée noire dans le golfe du Mexique, mousson meurtrière en Asie, incendies monstres en Russie, inondations au Pakistan et en Chine : si l'accumulation des catastrophes naturelles n'est pas le seul fait de l'homme, le système économique actuel du « toujours plus de rentabilité, toujours moins de règles » - démultiplie les risques.

Les biens collectifs, l'air, l'eau, la biodiversité, les paysages, sont devenus des marchandises comme les autres : on les achète, on les use, on s'en débarrasse. Cette logique apparaît de plus en plus destructrice. Après l'échec de Copenhague, un sursaut s'impose. L'homme se menace : le séparer de sa cupidité n'est pas une lubie doctrinale, c'est un impératif vital.

De la France, on attend qu'elle sorte les autres puissances de leur léthargie, qu'elle trace un horizon et qu'elle l'emprunte. Il y a eu un Grenelle, que dis-je deux « Grenelle de l'environnement », et puis plus rien. M. Sarkozy lui-même a baissé le pavillon vert de l'UMP en affirmant : « l'environnement, ça suffit ». A Copenhague hier, à Cancún demain, comment la France pourrait-elle être crédible ?

- Oui, les Français sont inquiets, et leur inquiétude se change en colère quand ils songent au bilan de N. Sarkozy

« Deux français sur trois ». C'était jadis le rêve de Valéry Giscard d'Estaing. M. Sarkozy l'a concrétisé, mais à sa façon : il a réuni deux français sur trois... contre lui ! Il faut dire qu'il y a mis du sien. Trois ans d'échecs, trois ans de mensonges, trois ans de dérapages. Ce n'est pas une présidence, c'est une épreuve.

- Oui, une épreuve pour la France et les Français, que cette gestion calamiteuse de l'économie. Il n'y a pas d'autres mots. Le Président et son gouvernement ne sont certes pas responsables de la crise qui a frappé la planète. Mais ils sont comptables du fait que la France s'en sort moins vite et plus mal que beaucoup d'autres. Regardez nos voisins allemands : 7,5% de chômage, contre 10 % de chômage chez nous alors que nous étions au même niveau avant la crise. Que dire de la croissance : 1,5 % en France et 3% outre-Rhin cette année. Voilà la réalité.

Les Français doivent le savoir, il y a une facture de la crise, mais il y a aussi une ardoise Sarkozy. La France était en récession avant même le déclenchement de la crise à l'automne 2008. Une fois la crise déclenchée, le gouvernement n'a pas su agir comme il le fallait : plan de relance tardif et mal ficelé, sauvetage des banques sans contreparties, emprunt poussif et approximatif, recherche oubliée, entreprises publiques délaissées : oui, M. Sarkozy fait perdre du temps et des places à l'économie française.

La gestion calamiteuse, c'est aussi celle de nos finances publiques. « Les caisses sont vides » : cet aveu du président de la République date de... janvier 2008, six mois avant la crise. C'est vrai, mais c'est le boulet originel de la loi TEPA, acte fondateur et fossoyeur du quinquennat, qui a endetté la France sans apporter la croissance promise. Jamais les finances publiques n'ont été dans un état aussi lamentable. Comme toujours, la droite a laissé filer les déficits en multipliant les mesures clientélistes : allègements fiscaux consentis en 2007 et 2008, baisse de la TVA dans la restauration, et bien sûr bouclier fiscal. Si le déficit et l'endettement étaient des disciplines olympiques, M. Sarkozy ramènerait des médailles à la France ! Mais pour l'heure, ce n'est pas de l'or mais du plomb qu'il met aux pieds du pays !

M. Sarkozy promettait la rupture. La réalité, c'est la cassure. Cassure économique et financière. Cassure aussi entre ses promesses et les résultats. En 2007, M. Sarkozy avait axé sa campagne sur l'augmentation du pouvoir d'achat, la lutte contre l'insécurité, la République irréprochable. Trois ans après, le chef de l'Etat est rattrapé par son bilan.

- Le pouvoir d'achat ? Il est en berne. On nous avait promis : « travailler plus pour gagner plus ». Nos compatriotes -en tout cas ceux qui ont un emploi-, constatent amèrement que le candidat élu s'était trompé d'adverbe. Travailler plus longtemps pour gagner moins : voilà désormais la réalité pour les salariés!

- L'insécurité ? Elle gagne du terrain. C'est le Président de la République lui-même qui a dressé le plus implacable réquisitoire contre sa politique en matière de sécurité. C'était il

y a tout juste un mois, à Grenoble. Avec une clairvoyance qui ne lui est pas coutumière, il a fustigé les échecs d'une décennie de mesures sécuritaires... qu'il a toutes inspirées et d'une trentaine de textes... qu'il a tous voulus ! Puis il a promis, pour l'ixième fois, qu'il était temps d'en finir avec les gangs, les voyous, la violence. Sarkozy et l'insécurité, c'est un peu comme le début de la pièce de Beckett : « Fini. C'est fini. Ça va finir. Ça va peut-être finir ». Bref, ça n'en finit pas de finir. En attendant, la délinquance augmente et les agressions contre les personnes aussi.

- La république ? Elle est abîmée. Abîmée par la remise en cause du pacte social, l'explosion des inégalités, l'opposition des Français entre eux. Abîmée par les comportements de M. Sarkozy et de ses amis. Il y a un fil rouge entre le dîner du Fouquet's avec les alliés du CAC 40 le soir de l'élection, le séjour inaugural sur un yacht luxueux croisant en mer de Malte, l'augmentation du salaire du président et des ministres, les voyages ostentatoires, l'invraisemblable bouclier fiscal pour les plus fortunés, sans oublier la constitution d'« un premier cercle » de donateurs autour de l'UMP rassemblant les meilleures fortunes du pays avec pour collecteur en chef, le ministre du budget alors trésorier du parti présidentiel. Ce qui est malsain dans tout cela, c'est le goût, c'est l'omniprésence, c'est l'obsession de l'argent.

Candidat, M. Sarkozy promettait la République de Jaurès ; Président, il exhume la société de Balzac ! Le sens de l'intérêt général a disparu. En témoigne l'affaire Woerth-Bettencourt qui éclaire d'un jour nouveau la sacro-sainte défense par le Gouvernement du « paquet fiscal », ainsi que la reprise en main de la justice : n'oublions pas qu'à ce jour, il n'y a eu ni dépaysement de l'affaire, ni saisine d'un juge d'instruction pour faire la lumière en toute indépendance.

Voilà une affaire gigogne qui met en évidence la collusion entre la droite et les milieux d'affaires, le glissement permanent vers les conflits d'intérêts, la pratique régulière du mélange des genres, le recours généralisé à la flibuste juridique à travers la démultiplication des micro-partis dans l'orbite de l'UMP, les échanges de services sonnants et trébuchants.

- Abîmée, la République l'est aussi par les déclarations et les décisions qui ont émaillé l'été. Des mots forts, des mots justes, parfois des mots durs, ont été utilisés par celles et ceux que le chef de l'Etat n'a pas seulement choqués, mais blessés. Plus qu'un mot, je veux dire un sentiment, celui que je ressens au plus profond de moi, comme responsable politique et comme citoyenne française : cet été a été un été de honte pour notre pays, cette attitude n'est pas digne du Président de la République française.

Oui, il est indigne de montrer du doigt les gens du voyage et les Roms, qui plus est avec des amalgames. Faut-il rappeler que les gens du voyage sont pour la plupart des Français à part entière ? Qu'en démocratie, dès lors qu'on respecte la loi, avoir un mode de vie différent n'est pas un délit ? Il existe des règles, souvent bafouées en France, comme le rappellent régulièrement les institutions européennes, pour leur permettre de vivre décemment et qui doivent être respectées. Voilà ce que l'on attend d'un gouvernement responsable.

Quant aux Roms, faut-il rappeler qu'ils sont l'objet de toutes les persécutions en Europe depuis au moins cinq siècles ? Faut-il rappeler qu'à travers les âges, ils ont toujours constitué l'objet de peurs et de haines irrationnelles ? Et que jouer de ces peurs et sur ces haines, c'est abaisser notre République. Les Roms sont des Européens et quand ils ont été mobilisés pendant la Seconde guerre mondiale ou pendant la guerre d'Algérie, il ne venait à l'esprit d'aucun républicain en France de leur contester l'appartenance à la nation. Beaucoup d'entre eux vivent en France depuis des générations. Les Saintes-Marie-de-la-Mer, où se tient leur pèlerinage annuel, n'est pas au bord du Danube ni au fin fond des Carpathes : les Saintes-Marie-de-la-Mer, c'est en Camargue, chez nous, là même où M. Sarkozy, entre les deux tours de l'élection présidentielle, faisait du cheval devant des photographes ...

Alors bien sûr, je suis maire et il arrive que des Roms, comme d'autres individus, commettent tel ou tel délit : quand c'est le cas, ils doivent être sanctionnés, comme tout un chacun. Mais s'ils respectent les règles, au nom de quoi leur refuserait-on les droits qui doivent s'appliquer à tous les citoyens de l'Union européenne ? Ces évacuations brutales, ces charters de Roms sont indignes. Ils sont aussi juridiquement infondés. Le

tribunal administratif de Lille a annulé hier quatre arrêtés préfectoraux de reconduites à la frontière, considérant que l'occupation illégale d'un terrain communal ou privé « ne suffit pas à caractériser un trouble à l'ordre public ». Or c'est sur ce fondement qu'étaient ordonnées les expulsions du territoire. C'est toute la politique du gouvernement depuis cet été qui est ainsi désavouée. Et puis, je voudrais rappeler au Président de la République que les Roms se sont eux-mêmes nommés ainsi à Londres en 1971 car Rom signifie « Homme » en hindi. Oui, M. le Président de la République, ce sont des hommes, et ils doivent être traités comme tels.

Indigne aussi cette proposition exécrationnelle de déchéance de la nationalité. Tout criminel est puni pour ses actes, qu'il soit citoyen français de naissance ou par naturalisation. Punir différemment deux citoyens français qui ont commis un même délit, c'est contraire aux valeurs qui sont les nôtres et à la Constitution, la Charte fondamentale de la nation qui je le rappelle affirme : « La France assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Indigne enfin ce concept de « présumé coupable » remis au goût du jour par M. Hortefeux, qui ne sait pas quoi inventer pour être plus sarkozyste que Sarkozy – et, accessoirement, rester ministre lors du prochain remaniement.

Dans la France de Voltaire, de Hugo, de Zola, de Camus, dans le pays du général de Gaulle et de Pierre Mendès France, dans la nation aussi de Zidane et de Marie N'Diaye, on ne met pas impunément en circulation des notions aussi nauséabondes. L'Histoire nous l'a appris : chaque fois que porte atteinte aux droits d'un homme ou d'un groupe d'homme, les droits de tous les hommes sont menacés.

Le rapport publié vendredi par le comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU est d'une sévérité, qui malheureusement est justifiée. Il ne dit pas autre chose que ce que nous disons.

J'avais eu l'occasion de le dire, lors du débat sur « l'identité nationale » : il est à la fois attristant et inquiétant que le chef de l'Etat ait oublié que sa fonction, sa mission, consistent à veiller sur les fondements de la République et non à les briser. On ne gouverne pas la France en divisant les Français. Le sens et la noblesse de la politique, c'est au contraire de les rassembler pour bâtir un avenir commun. M. Sarkozy oppose, il divise, il déchire. En cela, il accroît les tensions, il alimente la violence et l'insécurité. Dans l'Hexagone, les citoyens sont consternés. A l'extérieur, le reste du monde est sidéré. La France voit son image écornée.

La dureté du quotidien et la peur du lointain nourrissent une désespérance individuelle et collective. « A quoi pourrais-je me raccrocher alors que mon pays est en train de décrocher ? », voilà ce que chacun ressent, à sa façon.

\*

Nous devons être la hauteur pour incarner le recours tant attendu. Nous le savons, les Français se tournent à nouveau vers nous. Nous l'avons mesuré notamment lors des élections régionales car ils nous retrouvent enfin unis et tournés vers eux. Mais comment ne pas mesurer aussi la résignation qui grandit, s'exprimant dans le silence des urnes ? Comment ne pas voir la jeunesse se détourner de la chose publique par dépit autant que par rejet ? Comment ne pas s'interroger sur ces voix ouvrières qui se portent vers le Front national ou se réfugient dans une abstention ? Comment ne pas s'alarmer du phénomène de relégation, toujours plus fort, dans nos quartiers, associé à un retrait démocratique ?

Autant de réalités que nous constatons et dont nous comprenons les causes. Les périodes de crise sont marquées par l'absence de perspectives, donc par des mouvements de repli. Quand tout va mal, dans sa vie comme pour le cours du monde, quand les protections collectives reculent, c'est le réflexe de survie qui prend le dessus. On cherche à s'en sortir, la tête hors de l'eau, seul contre tous. On ne pense pas au voisin ni au lendemain.

A cette désespérance, s'ajoutent les peurs agitées par la droite. A nous – c'est notre plus grand défi d'ici 2012 – de convaincre les Français qu'une autre société est possible, qu'un autre avenir est à construire. La droite veut tuer l'envie d'avenir, veut désenchanter l'avenir. Elle veut priver les Français du droit d'espérer. C'est, croit-elle, le meilleur moyen de garder le pouvoir.

Nous devons, nous la gauche, montrer aux Français qu'une autre France est possible. Une autre France qui porte haut les valeurs auxquelles ils croient. Une autre France avec d'autres choix, donc d'autres résultats. Redonner cette envie d'un avenir collectif, c'est l'enjeu des mois qui viennent et, je le dis devant vous, c'est mon devoir de Première Secrétaire du Parti Socialiste, c'est le devoir de tous les socialistes, c'est le devoir de toute la gauche.

\*\*\*

Nous ne manquons pas de pugnacité pour y parvenir, et il nous en faudra pour faire échec à la politique de la droite. Il faut saluer l'action volontaire et vigilante de nos groupes parlementaires, à l'Assemblée comme au Sénat. Il faut saluer l'action quotidienne de proximité et de préparation de l'avenir de nos maires, de nos conseillers généraux et régionaux.

S'opposer, c'est aussi mobiliser, relayer les aspirations du mouvement social, leur donner un débouché politique. En cela, la rentrée sociale sera décisive. La réforme des retraites n'est pas un sujet parmi d'autres. Elle engage une conception de la société : elle est un enjeu de civilisation. Nous avons commencé à mener la bataille dans l'hémicycle, nous la mènerons dans la rue, aux côtés des syndicats et des salariés. C'est aussi notre place. Mais en 2012, nous ne voulons pas seulement une victoire par défaut parce que le pays ne voudrait plus du sarkozysme. Combien de Français se disent : « Depuis que je vote, j'ai souvent voté contre quelqu'un ou contre quelque chose. Est-ce qu'un jour, je vais pouvoir voter pour ? Pour un idéal, pour un projet, pour une équipe, pour une façon de faire de la politique ». Il faut répondre à cela : pour nous la politique consiste à régler les problèmes des gens, et non à régler des comptes avec le camp adverse. Nous ne voulons pas le pouvoir pour le pouvoir, mais le pouvoir pour porter l'espoir.

Oui, nous devons en effet être, pour nos concitoyens, le parti d'un nouvel espoir et d'un nouveau départ. Pour bâtir avec eux, une autre France. Cette autre France, je voudrais vous en donner quelques traits.

- Notre France, c'est une France qui retrouve sa voix et son poids en Europe et dans le monde

Nous regardons les choses en face : le monde s'est décentré dans le Pacifique, autour de la Chine et de l'Amérique, mais aussi avec de nouvelles puissances émergentes ; les risques de prolifération nucléaire n'ont jamais été aussi grands ; des conflits d'un genre nouveau apparaissent avec pour enjeux l'alimentation, les matières premières, l'environnement ; le terrorisme est désormais la menace centrale pour la sécurité.

Nous savons aussi - la crise nous l'a montré - que des règles doivent être édictées au plan européen et mondial pour contrôler et maîtriser la finance. De même l'enjeu du climat et la rareté des ressources imposent des réponses collectives.

Surmonter ces difficultés est un des enjeux majeurs de 2012. Dans ces domaines aussi, dans ces domaines hélas, la présidence de M. Sarkozy oscille entre le dérisoire et l'illusoire. Il faut donc nous mettre, nous la gauche, en situation d'agir. C'est la raison pour laquelle notre convention sur les questions internationales et européennes - qui débutera dans quelques jours - est particulièrement importante.

Pour l'Europe d'abord. Cette Europe qui nous a tant apporté, synonyme hier de progrès et porteuse parfois aujourd'hui d'une image de régression. Nous ne pouvons pas nous résigner à cela. Redonner un cap et un sens au projet européen constituera l'un des piliers de notre projet car il n'y a pas de France forte dans une Europe faible. D'ores et déjà, des principes doivent orienter nos propositions. L'euro a été fait sans Europe économique et sans Europe sociale. L'Europe n'a alors avancé que d'un pied. L'Europe doit porter haut des nouvelles politiques qui préparent l'avenir : la recherche, l'énergie, les infrastructures, la défense. Il faut une volonté et de la solidarité, qui a tant manqué, comme on l'a vu récemment dans la crise grecque. Il nous faut mettre nos pas dans ceux de Jacques Delors qui disait : « L'Europe, c'est la concurrence qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui unit ». Force est de constater que seul le premier terme a été pleinement mis en place. Soyons les fers de lance d'une Europe politique, sociale, durable, porteuse d'un juste échange et défendant ses valeurs partout dans le monde.

Il nous faut une autre Europe, pour un autre monde. Pour plus de paix, mais aussi pour plus de justice et plus d'égalité, il nous faut repenser le multilatéralisme. Il faut conforter l'ONU au centre du système international. Nous la voulons plus démocratique dans son fonctionnement, plus efficace dans ses actions. Mais il faut dès maintenant donner des compétences, des moyens supplémentaires et une meilleure représentativité au FMI et à l'OMC.

Face aux grandes régions mondiales d'Amérique et d'Asie, l'Union Européenne et la France doivent se donner pour ambition de construire avec le Sud de la Méditerranée, et à terme avec l'Afrique, un ensemble régional qui pèse dans le monde et qui soit capable de défendre ses intérêts et ses valeurs. Nous voulons une Union euro-méditerranéenne, puis euro-africaine, qui porte des projets capables de relever les défis qui nous sont communs : la sécurité alimentaire, le climat, l'eau, l'énergie, les migrations, la formation et le développement durable.

Et puis, la parole de la France doit être claire : une stratégie claire, c'est celle que nous devons avoir par exemple en Afghanistan! Cette semaine, deux de nos soldats ont été tués et trois autres ont été blessés. Je salue leur mémoire. Dans chaque pays concerné par l'engagement militaire en Afghanistan, un débat démocratique a eu lieu. Pas chez nous. Nous redisons avec force que notre implication était justifiée par la mise en place d'une administration et d'une armée afghane solide, et par une aide apportée à la population civile. Aujourd'hui, ces objectifs ont été oubliés pour laisser la place à la seule chasse aux talibans. La population afghane rejette les troupes de la coalition comme des troupes d'occupation. Nous dirons clairement que notre présence ne se justifie pas si nous n'aidons pas le peuple afghan. Je veux dire aussi que nous n'oublions pas les deux journalistes de France 3, Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, retenus en otage en Afghanistan. Penser à eux et le dire comme nous le faisons ici à la Rochelle, c'est mener le combat pour leur libération.

Au Proche-Orient, le processus de négociations directes ouvert entre les Israéliens et les Palestiniens, arraché de haute lutte par le Président Obama, reste fragile. Raison de plus pour que la France mette tout son poids pour appuyer les efforts en faveur de ces négociations et d'une solution permettant la création d'un Etat palestinien viable et garantissant le droit à la sécurité d'Israël.

Nous revendiquerons notre tradition de patrie universelle des droits de l'homme notamment en défendant la séparation du politique et du religieux : je le dis avec force, la laïcité est le talisman pour combattre les obscurantismes – qui ne se réduisent pas à l'islamisme –, et la France est la mieux à même d'offrir au monde le joyau laïque. La France des Droits de l'Homme, c'est aussi une France qui prend la tête de la mobilisation pour sauver Sakineh Astiani, condamnée à une peine barbare par le régime iranien. La France n'est pas une petite nation. Elle est une nation universelle ou, comme l'a si bien dit Robert Badinter, « la France est plus grande que la France ». La France n'est jamais aussi belle et aussi forte que quand elle rayonne au service de la paix, de la liberté et du dialogue des cultures. En 2012, les Français éliront un ou une Présidente capable de voir la France en grand.

- Notre France, c'est une France où l'efficacité redonnera confiance dans la politique : pour l'économie, contre l'insécurité

La France a besoin de retrouver l'efficacité économique.

Nous le savons : il n'y a ni emploi, ni redistribution s'il n'y a pas création de richesses. Mais on ne créera pas de richesses dans le monde d'après la crise, grâce aux dogmes d'avant la crise. Nous sommes prêts à proposer une autre voie économique à la France. Nous en avons actés les orientations.

La France a des atouts magnifiques : géographiques, culturels, économiques, d'infrastructures, technologiques. Ses dirigeants ne les exploitent pas. Sans compter le formidable gisement humain que constitue la jeunesse, notamment celle des quartiers populaires qu'une partie des élites doit cesser de considérer comme un fardeau, voire comme une menace : cette jeunesse, c'est la chance de la France !

Malgré ces atouts, notre pays perd des places dans la compétition mondiale. Pour que la France ne sorte pas des radars du monde, d'autres choix sont indispensables.

- Nous sauverons et nous développerons notre base industrielle. Aujourd'hui, elle se désagrège. Nous accompagnerons les grands champions nationaux dans leurs mutations et leur expansion. Nous ferons émerger, je l'ai dit, les entreprises de taille intermédiaire qui nous font défaut à l'export. Nous soutiendrons nos PME et leurs gisements d'emplois. Nous conforterons nos pôles d'excellence. Nous relèverons le défi économique et écologique des énergies.

- Nous ferons le choix de l'innovation : le soutien de la recherche et de l'université n'est pas une priorité de l'actuel Gouvernement alors qu'il faut fixer en France les « pépites » de la croissance du futur. Nous soutiendrons le développement des entreprises innovantes, notamment dans le secteur des bio-, nano-, green-, technologies de l'information dont les déclinaisons concernent toute l'économie.

- Nous voulons aussi une France où le travail est valorisé et les travailleurs respectés. Notre société de la pseudo-performance s'est fait une doctrine de la mise sous pression des individus, réputés alors plus efficaces. Cette voie est une impasse ! Individuellement, elle crée des souffrances intolérables. Collectivement, une société sous pression est une société stérile, incapable de créer, d'innover, de prendre des risques. La souffrance est là, pas la performance. Nous devons engager une reconquête de la valeur du travail. Revaloriser le travail, c'est faire en sorte que le travail permette de vivre correctement, c'est combattre la précarité et rendre possible la progression professionnelle tout au long de la vie, c'est permettre à chacun d'avoir une utilité sociale et donc d'exister par son travail, c'est assurer l'égalité entre les hommes et les femmes. Comment ne pas le rappeler deux jours après le 40ème anniversaire de la création du MLF ?

- Nous mettrons de la justice dans la distribution des revenus, en commençant par agir sur le levier de la fiscalité. Nous supprimerons la redistribution à l'envers symbolisée par le bouclier fiscal et nichée dans de multiples avantages aussi labyrinthiques qu'injustes. Nous procéderons à une refonte des impôts directs dans un impôt citoyen sur le revenu plus juste parce que plus progressif et plus lisible. Nous réformerons l'impôt sur les sociétés pour favoriser le réinvestissement des bénéficiaires. Nous bâtirons une fiscalité locale autonome, efficace et permettant la péréquation.

Et bien sûr, dans la production, dans la distribution, dans la consommation, dans la fiscalité, nous mettrons en oeuvre les transformations écologiques nécessaires tant de fois annoncées et jamais réalisées.

Tout ceci est au cœur du nouveau modèle de développement social-écologique que nous avons adopté en mai dernier. Celui que nous mettrons en oeuvre en 2012 si les Français le décident. Il implique de nouvelles politiques au niveau national - une politique industrielle digne de ce nom, une grande réforme fiscale, une sécurité sociale professionnelle- mais aussi au plan européen et mondial : une régulation du système financier, un gouvernement économique de l'Europe, une mobilisation des armes commerciales pour imposer un juste échange économique entre les nations. Efficaces, nous le serons aussi contre l'insécurité. Oui, une autre France, c'est aussi une France plus sûre.

Je le dis avec solennité et avec gravité : le président de la République a choisi la polémique ; nous choisissons la politique ; le gouvernement souffle sur les braises, nous voulons les éteindre ; M. Sarkozy a choisi le pugilat, nous voulons les résultats. Pour faire reculer la violence qui saisit la société, les responsables politiques doivent eux-mêmes renoncer à la violence des mots pour préférer la pertinence des actes. C'est dans cette perspective que je me situe.

La violence est une réalité dans nos sociétés et les citoyens la vivent d'autant plus durement qu'ils ont l'impression d'une impuissance collective face à elle. Face à certains actes, un sentiment de pure horreur nous saisit. Mais nos sociétés modernes ont développé une forme de violence nouvelle.

Trente ans de chômage de masse, de ghettoïsation urbaine, de déstructuration familiale, de dévalorisation des institutions chargées de dire le permis et le défendu, de montée en puissance de l'individu au détriment du citoyen, des valeurs marchandes au détriment des valeurs humaines – voilà le terreau de la violence.

Mais nous le savons : la violence ne peut jamais se justifier. Dans une démocratie, les inégalités ou les injustices se combattent par le droit, par le travail, par le mérite, par



l'effort, par l'engagement. Pas par le manquement aux règles collectives ou le manque de respect que l'on doit au professeur dans sa classe, à la personne âgée dans son immeuble, à la femme assise seule au fond de son bus.

Face à cette situation, la politique actuelle est un échec complet. Car comment qualifier autrement le bilan de M. Sarkozy ? Huit ans qu'il est en charge du dossier, trois ans qu'il se trouve au plus haut sommet de l'Etat, et la situation ne cesse d'empirer. Le bilan est mauvais parce que la politique menée est mauvaise.

Mauvaise politique, la réduction des effectifs qui se traduit par une moindre présence des forces de l'ordre sur le terrain, par la dégradation de leurs conditions de travail, par la privatisation de la protection. Mauvaise politique qui ne donne pas à la justice les moyens de traiter dans de bonnes conditions chaque acte délictueux. Mauvaise politique aussi que la politique du chiffre qui consiste à enregistrer des plaintes en masse ou à sortir des délits des statistiques afin d'obtenir une amélioration optique de la sécurité. Mauvaise politique enfin que le changement de nature des missions de la police : proximité, prévention et renseignement ont été bannis, au profit des interventions spectaculaires ponctuelles. La BAC et les CRS interviennent, puis s'en vont. Alors, tout recommence ensuite comme avant, mais en pire. La gravité, ce n'est pas seulement l'inefficacité, c'est aussi le fossé creusé entre la population et sa police.

Pour avoir des résultats, il faut une autre politique. C'est pourquoi nous proposons un pacte national de sécurité publique, que nous détaillerons lors du forum sur l'autorité, la sécurité et la citoyenneté organisé avec nos élus locaux et les acteurs de terrain, le 2 octobre prochain. Il n'y a pas de fatalité à l'impuissance publique face à la délinquance. Des réponses existent, mais aucune n'est miraculeuse. Toutes doivent être conjuguées sur la durée.

Dans nos villes, nous sommes au premier rang. Nous savons de quoi nous parlons. Des expériences très innovantes sont conduites localement par nos élus, je pense à « l'office de tranquillité » à Toulouse, au dispositif de « risposte graduée » à Aulnay-sous-Bois, aux « citoyens référents à Aubervilliers », « aux cellules de veille » à Lille, à la « maison des parents » désorientés face à la violence d'un enfant à Bondy, au « groupe opérationnel contre la violence en bande à Sarcelles », à « l'éducation à la citoyenneté » à Créteil, mesure judiciaire pour les mineurs de 13 à 18 ans initié par la ville et le juge des enfants. Nous tirons les enseignements de toutes ces expériences pour inventer une nouvelle politique de sécurité avec l'exigence impérative de résultat. Aucune approche n'est exclue.

La prévention, sans laquelle il n'y a pas de succès durables et qui pourtant a été totalement abandonnée aujourd'hui. L'éducateur doit avoir sa chance avant le procureur. Nous doterons chaque département d'un « programme local de prévention de la délinquance juvénile » mobilisant tous les moyens publics éducatifs.

La dissuasion, qui nécessite une nouvelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie adaptée à l'éventail de la délinquance et de nouveaux moyens. Nous rétablirons une police de quartier, proche des populations, sachant agir vite et bien par une connaissance fine du tissu local. Nous donnerons à la police les moyens nécessaires pour assurer ses missions, et d'abord les moyens humains en les adaptant aux besoins, mais aussi les moyens technologiques d'une police moderne. Les forces de l'ordre – police et gendarmerie – aujourd'hui en proie au doute, ont besoin d'être soutenues, respectées, leurs missions clarifiées et le lien de confiance avec les Français restauré. J'ajoute que les attaques par armes à feu dont sont victimes les forces de l'ordre viennent rappeler une triste réalité : la circulation des armes, y compris celles de gros calibres, a pris des proportions très inquiétantes en France. Nous ferons une loi pour mieux contrôler les ventes d'armes et leur usage et renforcer la lutte contre le trafic d'armes.

Prévention, dissuasion mais aussi sanction. Rien n'est plus insupportable pour la population – et pour les victimes – que de voir le ou les auteurs d'un délit se balader, toiser la police, faire figure de héros pour les plus jeunes. Nous serons aussi attentifs à la réparation due aux victimes, trop souvent négligée en France. Mais surtout, nous voulons que tout acte de délinquance ou d'incivilité donne lieu à une sanction proportionnée et

juste. Il faut construire un éventail de réponses graduées, adaptées à chaque situation. Il faudra donner les moyens pour les mettre en place.

Il est temps de mettre en place toutes ces réponses dans notre pays pour une vraie efficacité : par exemple, des travaux éducatifs d'intérêt général dans les établissements scolaires, le développement de travaux d'intérêt général. Au Pays-Bas, lorsqu'un jeune est arrêté par la police parce qu'il a commis une « petite » infraction, il est envoyé au bureau Halt – « l'alternative »- de sa commune, où on lui propose de réparer directement sa faute.

Lorsque c'est plus grave, ou lorsqu'il y a récurrence, il nous faut repenser des mesures d'éloignement ou de placement dans des centres d'éducation ouverts ou fermés.

L'Allemagne par exemple a créé récemment une nouvelle peine de formation obligatoire en milieu fermé et de suivi post-carcéral pour les jeunes délinquants récidivistes de dix à dix-sept ans.

Les auteurs de troubles doivent être sanctionnés mais aussi repris en main pour être recadrés et éduqués : il n'y a pas de politique de sécurité efficace durablement qui négligerait le maillon de la réinsertion.

Sur tout cela, prévention, dissuasion, sanction, réinsertion, nous mettrons de la raison et des moyens là où l'UMP met de la stigmatisation, nous en appellerons au rassemblement des Français plutôt qu'à la tension entre territoires et communautés. Nous montrerons qu'en matière de sécurité, la crédibilité a changé de camp.

- Notre France, c'est aussi une France qui donne sa chance à chacun et qui construit le vivre-ensemble

Nous ne voulons pas seulement rendre la société vivable, nous voulons la rendre meilleure.

Nous ne voulons plus d'une société qui relègue les plus pauvres hors de la cité, qui oublie les plus âgés, qui humilie les plus faibles. Davantage de respect, de reconnaissance, de soin, cela implique une attention vis-à-vis de chacun, mais aussi la responsabilité de chacun à l'égard des autres.

Permettez-moi de dire quelques mots sur nos priorités en la matière : l'éducation, la ville du XXI<sup>e</sup> siècle, mais aussi la responsabilité vis-à-vis de chacun.

La société doit garantir l'égalité réelle pour permettre à chacun de maîtriser sa vie. La société doit donner à chacun les moyens de réussir sa vie. Dans ce domaine comme dans d'autres, nous portons une nouvelle vision de l'action publique : des services publics personnalisés, un Etat prévoyant, pour prévenir, et pas seulement réparer. C'est vrai pour la santé, la sécurité et l'éducation bien sûr.

L'éducation est négligée par le Gouvernement. Les enseignants devraient être au coeur de l'émancipation, fiers de leur métier, valorisés par la société : or, ils sont maltraités par le gouvernement et vivent un insupportable déclassement. Voilà la réalité dans la France de M. Sarkozy, à trois jours de la rentrée scolaire!

Nous ferons en 2012 de l'éducation la première de nos priorités. L'école doit être repensée dans un grand projet éducatif global avec pour objectif de porter chaque enfant au plus haut de ce qu'il peut faire en élargissant son socle de connaissances et d'expériences, en adaptant les méthodes d'apprentissage et les rythmes scolaires, en assurant des transitions plus douces entre les paliers scolaires que sont l'entrée au collège puis au lycée.

Plusieurs mesures concrètes s'imposent. A titre d'exemple, le passage à quatre jours est universellement critiqué, car cela impose un rythme scolaire incompatible avec la réussite des enfants. Il faut adapter dans chaque école ce rythme à celui des enfants, c'est un des éléments majeurs de la réussite. Nous en débattons avec les enseignants pour réorganiser leur temps de service.

Autre exemple, il est fou de mettre des enseignants sans formation pédagogique suffisante devant des élèves. Nous ferons de la formation des enseignants une priorité et nous créerons une vraie formation à la pédagogie.

Autre exemple enfin, au collège et au lycée, nous intégrerons un vrai temps d'étude et de devoirs pour tous, dès la sixième, dans le temps de l'École. Les inégalités devant les

devoirs sont peut-être aujourd'hui les principales inégalités scolaires, entre ceux qui peuvent être aidés hors de l'école et ceux qui ne le peuvent pas.

Il nous faut engager cette révolution des services publics, qui dans l'éducation comme dans la santé et le logement, doit apporter à chacun des réponses personnalisées, au nom de l'égalité républicaine qui ne doit jamais justifier des réponses uniformes, anonymes, lointaines.

Encore faut-il que ces services publics soient présents partout sur le territoire. Le monde rural n'a pas besoin des visites et des trémolos du gouvernement, mais d'un remaillage des services publics, d'un aménagement du territoire, idée forte aujourd'hui enterrée. M. Sarkozy parlait d'ouverture ; il a surtout pratiqué des fermetures dans les départements ruraux : hôpitaux, tribunaux, écoles et cet été, prisons...sans solution de remplacement. Et pour nous, disons-le, l'égalité réelle, c'est quand on assure pour les outre-mers la continuité territoriale que doit la République. C'est aussi quand on n'attend pas des semaines pour réagir à une terrible épidémie, la dengue, qui vient de faire une vingtaine de morts aux Antilles.

Autre priorité construire les conditions du vivre ensemble dans des villes durables et solidaires.

80% de nos concitoyens vivent en ville. La ville devrait rapprocher et mêler les individus ; actuellement, elle crée de l'isolement et de l'exclusion, et pas seulement dans les banlieues. La ville s'est peu à peu étalée, créant des conditions de vie et de transport difficiles pour les habitants, usant un foncier restreint, noircissant la facture pour les collectivités publiques.

Ce n'est pas seulement en rétablissant des crédits d'intervention – nécessaires – dans les quartiers que l'on réglera les problèmes. La politique de la ville d'hier n'est plus suffisante. Il est temps de penser la ville du XXI<sup>e</sup> siècle, reconstruire des villes denses et intenses où chaque commune, chaque quartier mêle les différentes fonctions de la vie : logement, activités économique, culture, sport ... C'est en y ajoutant la qualité partout – qualité des espaces publics, qualité dans la construction de logements durables, qualité des pôles d'excellence culturels et sportifs partout – que la ville redeviendra vivable et mixte socialement.

C'est aussi en refaisant du logement une priorité. Trois millions de mal logés et le quart du budget des ménages qui part dans le logement contre 11% dans les années 1960, des files d'attente considérables pour le logement social : la situation est préoccupante. Il faut en finir avec ces crédits logement gaspillés dans des dispositifs de défiscalisation, qui ne font qu'aggraver le problème du logement par la spéculation sur les prix, pour les réorienter sur une politique qui tient en trois mots : construire plus, construire plus social et construire plus durable.

Nous réunirons le 6 novembre des grands élus, des urbanistes, des architectes, des sociologues, pour proposer notre projet sur la ville du 21<sup>e</sup> siècle.

Une société doit demander à chacun l'attention aux autres.

L'attention aux autres, c'est d'abord le respect des règles et du socle de valeurs qui fondent notre République. Notre idéal, c'est une société solidaire qui prend soin de chacun, où chacun prend soin des autres, et où ensemble, nous prenons soin de l'avenir. Nous souhaitons une société où chacun, reçoit de la société ce qui lui permet de choisir sa vie et donne aux autres, de son temps, de son expérience, de son énergie. Dans une société, il faut du lien, de la réciprocité, de l'altruisme, de la sollicitude, de l'attention, du soin mutuel, du care pour reprendre le terme anglo-saxon qui englobe un peu tout cela. Ce nouveau rapport des citoyens avec la société qui tourne le dos à l'individualisme et au repli sur soi – j'en ai déjà beaucoup parlé- nous le déclinerons dans toutes les politiques de notre projet.

• Et puis, une autre France, c'est une France où la moralité et l'exemplarité républicaines retrouveront toute leur place.

Les inégalités se creusent entre ceux qui sont à l'intérieur du système et ceux qui survivent à la marge ou hors du système, craignant le déclassement ou vivant dans la pauvreté, j'en ai parlé. Dans le même temps, certains de ceux qui exercent des responsabilités oublient l'éthique et l'honnêteté.

Les socialistes et la gauche se doivent de rétablir l'égalité et l'exemplarité! C'est d'abord une affaire d'éthique personnelle mais il faut aussi des règles. En établissant une frontière claire entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Pour les ministres : interdiction de cumuler fonctions gouvernementales et partisanes. Pour les parlementaires : non cumul d'un mandat législatif et de certaines fonctions professionnelles. Plafonnement global des rémunérations privées et publiques des parlementaires. Pour les PDG des entreprises cotées : instauration d'une échelle des rémunérations.

L'exemplarité, c'est aussi le partage des pouvoirs démocratiques. Partage que nous nous appliquons à nous-mêmes, en tant que parti politique, avec cette formidable révolution démocratique que seront les primaires, où chacune et chacun pourra s'exprimer et apporter sa pierre au changement ; avec la limitation du cumul des mandats ; avec l'exigence du renouvellement, de la diversité et bien sûr de la parité, qui vont oxygéner la vie publique.

Au-delà, c'est l'équilibre démocratique qui doit être rétabli. Nous voulons un Parlement qui ne soit plus méprisé, une justice indépendante et égale pour tous. Nous voulons aussi des médias réellement indépendants des pouvoirs politiques ou économiques : de nouvelles règles feront cesser le confusionnisme entre les patrons de grands groupes et le pouvoir. Nous voulons des collectivités territoriales autonomes et respectées. C'est pourquoi nous allons poursuivre, avec tous nos élus, notre combat contre la réforme gouvernementale et pour défendre nos propositions d'un troisième acte de la décentralisation. Et d'abord le 25 septembre, comme l'a proposé Laurent Fabius, nos collectivités ouvriront leur portes pour montrer que ce que nous défendons, ce sont nos services de publics de proximité.

Partager le pouvoir et équilibrer les pouvoirs, rebâtir une République exemplaire et plus démocratique : tel sera le cœur de notre Forum sur les institutions le 9 février 2011.

\*\*\*

Chers camarades,

Nous avons deux ans pour convaincre les Français. Convaincre que nous avons su interpréter l'immense soif de changement qui s'exprime même si sa traduction varie selon les générations, les territoires, les histoires. Convaincre qu'une autre France est possible. Que nous allons la construire pour eux et avec eux. Convaincre que malgré les difficultés du moment, un chemin est possible à condition de dire la vérité, de fixer les priorités.

- L'année écoulée a été celle de la reconstruction.

L'unité et la fraternité retrouvées, mais aussi le travail collectif, reconnu à travers notre succès aux élections régionales, voilà les grands acquis des derniers mois ! Nous avons respecté la feuille de route que nous avons fixée à la Rochelle. Soyez en remerciés ! Mais nous avons encore à faire, nous le savons, pour mériter pleinement la confiance de nos concitoyens. Dès aujourd'hui, je le dis aux Français : nous ne vous décevrons pas, nous serons prêts.

- 2012, c'est le rendez-vous majeur avec les Français

La séquence s'ouvrira à l'automne 2011 avec la désignation de notre candidate ou candidat au terme du processus des primaires, qui doit être exemplaire, maîtrisé et mobilisateur. J'invite chacun à respecter cette échéance. Le choix de notre candidat ou de notre candidate ne saurait troubler le travail que nous avons à accomplir dans les prochains mois. Chaque chose en son temps. Songeons à nos athlètes à Barcelone et à nos nageurs à Budapest : seul le collectif met en valeur les individualités. Préférons le travail de fond et le travail d'équipe, et laissons les emballlements et les empressements à M. Sarkozy et à l'UMP.

Avant 2012, il faut remporter les scrutins de 2011. En mars, les cantonales : elles permettront d'adresser un carton rouge au Gouvernement alors même qu'il abandonne les départements qui sont un bouclier social pour les Français. En septembre, auront lieu les sénatoriales : pour la première fois, il n'est pas impossible de faire basculer la Chambre haute. Nous allons nous mobiliser pour gagner ces deux échéances et je serais, avec vous tous, aux côtés de nos candidats.

- Avant 2012, il y a 2011, cette année consacrée aux propositions faites aux Français.

J'en avais pris l'engagement ici-même il y a un an : aller à la rencontre des Français pour parler de la France qu'ensemble, nous aimons et nous voulons. Ce fut le tour de France : un succès populaire à chaque étape et un enthousiasme des citoyens qui contraste avec la vision que la droite nous présente de notre pays. Ce Tour de France, nous allons le reprendre, pour débattre de nos idées. C'est ce que nous avons appelé le Forum des Idées : nous avons déjà commencé à Cluny, en apportant au monde agricole qui souffre tant, les réponses qu'il attend pour construire une agriculture de proximité et de qualité qui soit viable. Nous allons poursuivre avec la ville du XXI siècle, l'autorité et la citoyenneté, la santé, la culture, la recherche et l'enseignement supérieur, les institutions...

Parallèlement, nous construisons les grands axes de notre projet. Cet hiver, nous avons travaillé sur le nouveau modèle de développement social-écologique pour répondre à la crise du capitalisme financier. Dans quelques jours, nous nous réunirons autour de Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis pour définir une nouvelle doctrine internationale. En fin d'année, Benoît Hamon structurera notre projet sur l'égalité réelle, reprenant beaucoup des thèmes que j'ai abordés à l'instant qu'il s'agisse d'éducation, de logement, de santé, de transport. Notre rénovation, grâce à Arnaud Montebourg et grâce à vous tous, est en marche.

C'est au printemps 2011 que nous présenterons notre projet dans sa globalité et sa cohérence. Il faudra inscrire nos propositions dans notre projet de société, les hiérarchiser et dire comment nous les finançons. Alors que les ressources publiques se tarissent et que la droite nous laissera une France abîmée avec plus de déficits et de chômage, moins de services publics et de croissance, nous ne devons pas seulement dire à nos compatriotes ce que nous allons faire, mais comment nous allons nous y prendre. Nous sommes la gauche de transformation et de gouvernement : de transformation, nous sommes ambitieux ; de gouvernement, nous sommes sérieux.

- Rassembler

S'opposer, proposer, oui, c'est essentiel pour l'emporter en 2012. Mais rassembler l'est tout autant. Les Français attendaient de voir les socialistes coude à coude, tournés vers eux. Vous m'aviez donné ce mandat. Nous l'avons fait. Je me suis accrochée à l'union, j'ai multiplié les gestes pour rassembler. Et je voudrais remercier chacun d'entre vous d'avoir rendu cela possible en apportant à notre collectif vos idées, votre engagement et votre enthousiasme.

Et puis bien sûr, nous avons l'ardente nécessité du rassemblement à gauche. Les socialistes ne gagneront pas seuls. La nature de la gauche, c'est sa diversité.

Je me réjouis du nouveau climat qui règne entre nous à gauche. Nous étions divisés aux élections européennes, nous en avons supporté le prix. Nous étions unis aux élections régionales, et nous avons réalisé ce qui était réputé impossible, nous avons progressé. Nous allons dans la bonne direction, il nous faut poursuivre, car seule une puissante dynamique unitaire à gauche nous permettra de revenir au pouvoir. Parce que notre pays traverse une grande crise, parce que la France est interrogative, la gauche a le devoir de faire bloc pour attirer, être compris et entraîner.

Nous menons avec nos partenaires en parallèle le travail sur le projet et sur les investitures. Pour bien gouverner, il faut une majorité et un projet. La gauche devra, dans les années qui viennent, être, comme le disait Aimé Césaire, « du côté de l'espérance, mais d'une espérance conquise, lucide, hors de toute naïveté ».

\*\*\*

Chers amis, chers camarades,

Nous mesurons l'ampleur de la tâche et l'étendue de nos responsabilités. Nous le faisons avec gravité, parce que les chantiers et les difficultés sont innombrables. Nous le faisons aussi -pourquoi le cacher-, avec enthousiasme, car rien n'est plus exaltant que le service de la France et des Français.

Notre ambition s'exprime aussi par cette phrase toute simple, mise en exergue à l'occasion de cette université d'été. « La vie que l'on veut ». Oui nous voulons continuer à « changer la vie ». Oui, nous croyons à la volonté en politique. Et nous allons commencer dès les prochains jours. Dès le week-end prochain, les socialistes seront sur

le pont pour mobiliser les Français pour le grand- rendez vous du 7 septembre qui marquera la rentrée, comme nous nous mobiliserons pour le grand rassemblement citoyen du 4 septembre, à l'occasion du 140ème anniversaire de la proclamation de la République, pour dire « non à la politique du pilori » et pour réaffirmer notre attachement à la liberté, à l'égalité et à la fraternité qui sont et qui resteront notre bien commun.

Notre détermination est entière, notre combativité inentamée, notre ambition immense : nous voulons incarner demain une alternative crédible à la politique de la droite. Les Français doivent le savoir dès aujourd'hui. Nous sommes là à leurs cotés. Nous serons au rendez-vous de 2012. Nous serons prêts pour bâtir ensemble une autre France.